

l'appel que leur lance le public et les médias afin qu'ils « fassent quelque chose » en présence d'une crise humanitaire. Toutefois, il est fréquent que ces acteurs ne s'attaquent pas aux causes profondes, politiques ou autres, de la crise. En outre, certains participants ont fait remarquer que, plus souvent qu'autrement, les tâches que les forces militaires entreprennent lorsqu'elles sont engagées dans une crise humanitaire ne mettent pas l'accent sur leur valeur ajoutée. Par exemple, les tâches militaires tendent à être centrées sur l'acheminement de l'aide par opposition à l'amélioration de la sécurité physique et à la protection des populations civiles contre la violence. Les participants ont reconnu que les forces militaires ne constituaient pas l'instrument approprié de règlement des problèmes humanitaires à long terme, notamment en raison du fait que les parties sur le terrain ne considèrent pas que les forces militaires sont « neutres », ce qui met éventuellement en danger les réfugiés et les organisations humanitaires auxquelles elles espéraient venir en aide. Pour s'assurer que les interventions militaires et humanitaires permettent d'atteindre le résultat souhaité, qui est d'atténuer une crise humanitaire, tous les acteurs doivent donc s'entendre au sujet d'une politique bien définie et cohérente sur l'utilisation efficace et appropriée des forces militaires en vue de l'atteinte d'objectifs d'ordre humanitaire.

Certains représentants membres d'organismes humanitaires ont fait état de la nécessité de faire preuve de prudence lorsqu'on élargit l'utilisation du caractère « humanitaire » afin de désigner une mission militaire comportant d'importants aspects politiques. Les lignes de démarcation entre les forces militaires et les organismes humanitaires peuvent devenir floues, ce qui expose les agents humanitaires à un danger physique très

réel. Les participants au séminaire ont convenu du fait que les missions militaires et leur succès ou échec devraient être définis en fonction d'objectifs militaires clairement compris dans un contexte politique plutôt que d'après des objectifs humanitaires. S'agissant de garantir la sécurité dans les camps de réfugiés, cela peut être lié à la prévention d'attaques armées venant directement de l'extérieur, de raids menés par des groupes rebelles, ou à la séparation de combattants.

Après être parvenus à une perception commune des capacités et des limites des organisations représentées, les participants étaient mieux à même de comprendre les problèmes et les défis auxquels ces acteurs sont confrontés. Ils sont arrivés à la conclusion que, pour combler le fossé sur le plan des cultures opérationnelles et des façons de voir, et afin de dégager une approche mieux intégrée de la sécurité des camps, une meilleure coordination et un plus grand partage d'informations à la fois sur le plan interorganismes et à l'échelle bilatérale seraient nécessaires. Dans ce contexte, on a fait observer que des mesures cohérentes ne peuvent être efficaces que si elles reposent sur une évaluation commune du contexte et des problèmes auxquels elles visent à remédier, ainsi que des mandats et des rôles des divers acteurs en cause. La plupart des participants ont fait remarquer que ces mesures nécessiteraient une approche intégrée, multidisciplinaire de la sécurité des camps de réfugiés à tous les niveaux.

Les participants ont fait état de la nécessité d'avoir une attitude plus proactive lorsqu'on s'attaque à l'insécurité dans les camps de réfugiés pour ainsi contribuer à la sécurité régionale et internationale. Dans ce contexte, ils ont identifié des activités auxquelles des forces de sécurité internationales pourraient participer en